La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un ...

Cours

Sommaire

- Le bilan humain, matériel et moral de la Seconde Guerre mondiale
- A Le bilan humain
- B Le bilan matériel
- C Le bilan moral
- La France après guerre : les bases de l'État-providence
- A Le difficile maintien du gouvernement provisoire
- B Des réformes sociales importantes : l'État-providence
- **IIII** Les bases d'un nouvel ordre mondial
- A La création de l'ONU
- B Les procès de Nuremberg et de Tokyo
- C Les accords de Bretton Woods
- **IV** Les nouvelles tensions mondiales
- A Le début de la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS
- B Les tensions dans les anciennes colonies et au Proche-Orient

RÉSUMÉ

Le bilan de la Seconde Guerre mondiale est catastrophique sur le plan humain, matériel et moral. En France, pour sortir le pays du chaos, un ensemble de réformes à visée sociale sont instaurées. Au niveau mondial, des institutions sont créées pour maintenir la paix. Toutefois, le monde est déjà divisé entre les États-Unis et l'URSS : la guerre froide commence.

Quel est le bilan de la Seconde Guerre mondiale ? Comment la France se reconstruit-elle ? Quel est le nouvel ordre mondial mis en place et quelles tensions apparaissent alors ?

8 mai 1945

Capitulation de l'Allemagne

6 et 9 août 1945

Bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki

10 août 1945

Capitulation effective du Japon

2 septembre 1945

Capitulation officielle du Japon - fin de la Seconde Guerre mondiale

24 octobre 1945

Création de l'ONU

20 novembre 1945 - 1^{er} octobre 1946

Procès de Nuremberg

27 décembre 1945

Création du FMI et de la BIRD

janvier 1946 - novembre 1948

Procès de Tokyo

- 1947

Début de la guerre froide

14 mai 1948

Naissance de l'État d'Israël

4 avril 1949

Création de l'OTAN

Le bilan humain, matériel et moral de la Seconde Guerre mondiale

Le bilan humain, matériel et moral de la Seconde Guerre mondiale est catastrophique. C'est une guerre industrielle (nombre de victimes et de dégâts occasionnés importants) et une guerre d'anéantissement (volonté d'éliminer des peuples, voire de détruire son propre territoire pour que l'ennemi ne puisse en disposer).

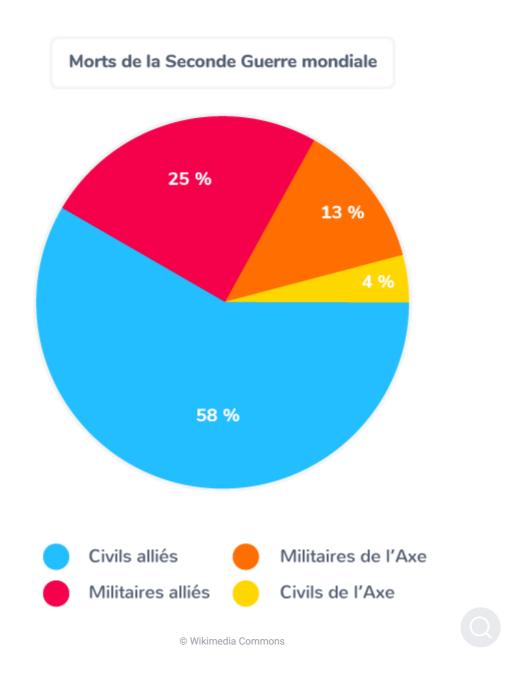
A Le bilan humain

En 1945, l'Europe est dévastée, meurtrie par les combats et les bombardements. Le conflit a fait 50 millions de morts, dont la moitié en Europe. C'est quatre fois plus que le bilan de la Première Guerre

mondiale. La moitié des victimes sont des civils, victimes des bombardements ou de la politique d'extermination nazie (10 millions de déportés assassinés, dont 6 millions de Juifs).

Les pays les plus touchés sont :

- l'URSS (environ 25 millions de morts);
- la Chine (on n'a pas les chiffres exact mais on estime que le nombre s'élève à 7 millions);
- la Pologne (6 millions);
- l'Allemagne (6 millions);
- le Japon (un peu moins de 3 millions);
- la Yougoslavie (1,5 million).
- la France (environ 600 000)
- l'Italie (environ 410 000)
- le Royaume-Uni (environ 390 000)
- les États-Unis (300 000)



Les pertes impliquent un important déficit des naissances dans les pays en guerre, qui sera en partie compensé par le baby-boom après 1945, sauf en Allemagne et en URSS.

Les destructions matérielles s'expliquent par la puissance des armes modernes conjuguées aux bombardements et aux sabotages de la Résistance. Cela a des conséquences sur l'industrie et l'économie.

Le bilan de la destruction matérielle est lourd en France :

- 2 millions de bâtiments sont touchés et 6 000 ponts ont disparu.
- Les récoltes sont insuffisantes pour nourrir les populations.
- Les infrastructures comme les ports ou les usines sont inutilisables.

De nombreuses villes d'Europe, voire des pays entiers, sont détruits par les bombardements.

EXEMPLE



Dresde (Allemagne) en ruines (1945)

© Wikimedia Commons

La bombe atomique utilisée par les Américains au Japon a été particulièrement destructrice.

$ \sim$	$^{\prime\prime}$	
L/\	 	



Hiroshima après l'explosion d'une bombe atomique le 6 août 1945

© Wikimedia Commons

La politique de la « terre brûlée » utilisée par l'Armée rouge lors de sa retraite de 1941 illustre la volonté de ne rien laisser aux ennemis, quitte à se saborder.

EXEMPLE

En URSS, 6 millions de maisons, 17 000 villes et 70 000 villages ont été détruits.

Les moyens de communication ne fonctionnent plus ou sont désorganisés.

L'industrie est touchée partout en Europe. La destruction des usines empêche la reprise de la production.

EXEMPLE

En Pologne, les trois quarts des infrastructures liées à l'industrie sont détruites.

La plupart des monnaies ont perdu leur valeur à cause d'une forte inflation. Les économies s'effondrent, à l'exception de celle de l'Amérique du Nord.

C Le bilan moral

La population sort traumatisée de la Seconde Guerre mondiale. Les causes sont multiples : le choc du génocide perpétré par les Allemands contre les Juifs, les Tsiganes et les Slaves, les inquiétudes liées à l'utilisation de la bombe atomique et le démembrement et l'occupation des pays vaincus. La guerre a encore été totale.

La découverte des camps d'extermination est un choc. Les nombreuses tortures et exactions perpétrées par les nazis en Europe remettent en cause l'idée que la science et la culture permettent à l'homme de s'élever et de progresser. Les nazis ont procédé à l'extermination programmée de 6 millions de Juifs et de 300 000 à 500 000 Tsiganes.

Ces « crimes contre l'humanité » ne sont que partiellement punis par le tribunal militaire de Nuremberg entre 1945 et 1946. Il faut attendre une quinzaine d'années après la libération des camps pour que l'on



prenne conscience de l'ampleur véritable de la « solution finale » et que la mémoire du génocide puisse se construire.

L'utilisation de l'arme nucléaire en août 1945 à Hiroshima et Nagasaki inquiète la population mondiale. Le potentiel meurtrier de l'arme nucléaire provoque la terreur. Après la Seconde Guerre mondiale, une littérature et un cinéma centrés sur le chaos se développent, soulignant la crainte que les hommes ont désormais de la destruction massive.

EXEMPLE

Le livre *Hiroshima mon amour* de Marguerite Duras, adapté au cinéma par Alain Resnais, met en scène la naissance d'un amour avec en arrière-plan le traumatisme de la guerre. En effet, l'héroïne a été punie en France pour avoir eu une relation avec un Allemand, elle séjourne à Hiroshima, ville détruite par la bombe atomique.

Les nazis ne sont pas les seuls à avoir utilisé des pratiques violentes. Les mauvais traitements et la torture à l'égard des prisonniers et des populations des pays ennemis ont été monnaie courante (les Japonais envers les Chinois, les Russes, les Anglais et les Français envers les Allemands, etc.). Il y a une perte de foi en l'être humain.

EXEMPLE



Civils chinois enterrés vivants par les Japonais

© Wikimedia Commons

Enfin, les pays vaincus souffrent de l'occupation et sont traumatisés par la défaite :

- L'Allemagne est démembrée, occupée, traumatisée par la défaite et les années de guerre.
- Le Japon est occupé par les Américains.

La France après guerre : les bases de l'État-providence

La France a été particulièrement touchée par la Seconde Guerre mondiale. Le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, arrive dans un climat tendu, avec des affrontements entre résistants et collaborateurs. Après le gouvernement de Vichy, la république et la démocratie sont remises en place. Le gouvernement français se lance dans des réformes sociales importantes : on parle d'un État-providence (l'État entend assurer le bien-être social des individus).

1944

Droit de vote des femmes

Octobre 1945

Création de la Sécurité sociale

Janvier 1946

Création d'un commissariat général au Plan

Octobre 1946

Promulgation de la Constitution de la IV^e République

A Le difficile maintien du gouvernement provisoire

Le maréchal Pétain a mis un terme à la III^e République en 1940. Son régime, le régime de Vichy, s'effondre au moment de la Libération par les Alliés en 1944. Le général de Gaulle a l'intention de restaurer rapidement l'autorité de l'État. Il met en place le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), depuis Alger. Ce gouvernement peine à trouver sa légitimité dans un climat de tension, notamment entre les résistants et les collaborateurs. En 1946, la IV^e République est proclamée.



Le 7 octobre 1943, Paul Nicolaï souhaite la bienvenue au général de Gaulle à Levie

© Fondation Charles de Gaulle

Le général de Gaulle rassemble tous les mouvements de la Résistance autour d'un projet commun, matérialisé par le programme du Conseil national de la Résistance (CNR, 15 mars 1944). Le programme du CNR est publié en mai 1944 dans le journal *Libération* qui le transforme en une petite brochure intitulée « Les Jours heureux ». Le but est l'unification de tous les partis politiques (sauf l'extrême droite) et des syndicats pour mettre en œuvre des réformes politiques, économiques et sociales.

« Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balaiera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale. »

Conseil national de la Résistance

« Les Jours heureux » -15 mars 1944

De Gaulle cherche à apaiser. Il amnistie Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français qui avait été condamné à mort. Il s'appuie sur lui pour favoriser la pacification de la France et le nomme ministre de la Fonction publique de 1945 à 1947.

Mais le gouvernement provisoire peine à s'affirmer. De Gaulle nomme des commissaires de la République en province pour représenter son gouvernement, mais ils font face aux communistes. La résistance des comités locaux, contrôlés par les communistes, est forte. De plus, les tensions sont vives entre les résistants et les collaborateurs qui règlent leurs comptes. De Gaulle cherche à éviter ces affrontements, mais une épuration illégale a lieu. On punit ou tue des personnes suspectées d'avoir été proches des Allemands.

EXEMPLE

Des femmes ayant eu des relations avec des Allemands sont tondues et humiliées.



Femmes françaises accusées de collaboration et tondues (Paris, été 1944)

© Wikimedia Commons

De Gaulle, partisan d'un exécutif fort pour le nouveau régime, démissionne en janvier 1946 face à une assemblée constituante favorable à un régime parlementaire, à l'exécutif faible. La nouvelle Constitution fondant la IV^e République est adoptée par référendum en octobre 1946.

B Des réformes sociales importantes : l'État-providence

Les années 1945 à 1947 sont caractérisées par des réformes sociales importantes : le droit de vote est accordé aux femmes, la Sécurité sociale est mise en place, des nationalisations d'entreprises ont lieu, on assiste à la redistribution des richesses en faveur des plus démunis, etc. C'est l'État-providence, le bien-être de la population française est au cœur des réformes.

L'Assemblée nationale compte essentiellement des partis issus de la Résistance (partis communiste et socialiste, Mouvement républicain populaire). La droite souffre du souvenir du régime de Vichy. S'appuyant sur le programme du CNR, le gouvernement provisoire donne naissance à l'État-providence et de nombreuses réformes sont mises en place :

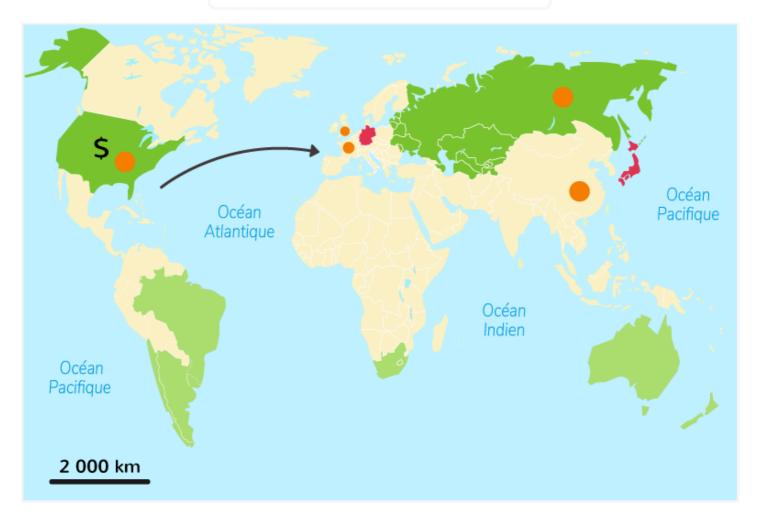
- Le droit de vote est accordé aux femmes en 1944. Elles l'exercent pour la première fois aux élections municipales d'avril 1945.
- La Sécurité sociale permet de bénéficier de retraites, d'indemniser les congés maladie, la maternité et les accidents du travail.
- Pour redonner un élan à la démographie fortement perturbée par les années de guerre, on revalorise les allocations familiales.
- Les comités d'entreprise permettent aux syndicats d'avoir un droit de regard sur la gestion des sociétés grâce à la présence de délégués du personnel.
- Le gouvernement provisoire procède à des nationalisations très importantes dans le domaine de l'énergie (EDF-GDF, Commissariat à l'énergie atomique, etc.), de la finance (Crédit lyonnais, Société Générale ; etc.), des assurances et des transports (Air France, RATP ; etc.). Les entreprises ayant collaboré avec l'Allemagne nazie, comme Renault, sont également nationalisées.

Les bases d'un nouvel ordre mondial

Un nouvel ordre mondial est mis en place après la Seconde Guerre mondiale. Les vainqueurs (États-Unis, URSS, Royaume-Uni) se partagent le monde. La volonté première est de ne plus connaître de nouveaux conflits. C'est la raison pour laquelle l'ONU est créée. Les procès de Nuremberg et de Tokyo ont pour but

de punir les criminels de guerre et de rendre la justice. De nouvelles institutions internationales sont aussi créées dans le domaine monétaire et financier grâce aux accords de Bretton Woods.

Les nouveaux rapports de force



- Les deux superpuissances au sortir de la guerre
- \$ Le dollar, monnaie la plus puissante
- Les 5 membres permanents du Conseil de sécurité
- Pays vaincus et occupés
- Nouveaux pays qui ont profité de la guerre
- Principal flux financier

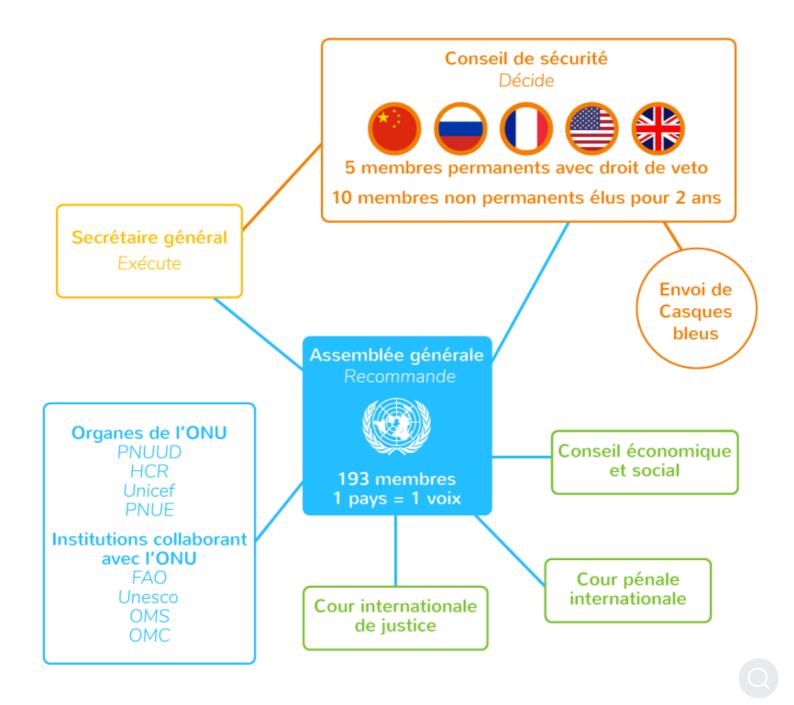
A La création de l'ONU

Lors de la conférence de San Francisco, qui se tient d'avril à juin 1945, l'Organisation des Nations unies (ONU) est créée. Elle a pour but le maintien de la paix dans le monde, la promotion et la défense des Droits de l'homme et le développement de la coopération internationale.

La Charte des Nations unies est élaborée par cinquante pays ayant combattu contre l'Allemagne nazie et ses alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Le siège de l'ONU se trouve à New York : on souhaite valoriser le rôle décisif des Américains dans la libération de l'Europe et les inciter à continuer à participer aux affaires mondiales.

L'ONU a trois objectifs :

- maintenir la paix et la sécurité dans le monde ;
- promouvoir et défendre les Droits de l'homme ;
- développer la coopération internationale.



B Les procès de Nuremberg et de Tokyo

Des tribunaux internationaux sont chargés de juger les grands criminels de guerre. Pour la première fois, une sanction judiciaire internationale des crimes contre la paix et des crimes de guerre est prévue et organisée par les vainqueurs. Une nouvelle catégorie est définie, celle des crimes contre l'humanité.

Les procès ont lieu à Nuremberg et à Tokyo:

- Douze condamnations à mort sont prononcées à Nuremberg, dont celles de Goering, Ribbentrop, Keitel et Rosenberg.
- Sept condamnations à mort sont prononcées à Tokyo, dont celle de l'ancien Premier ministre Tojo. Ces procès ont pour but de ne pas laisser impunis des crimes contre des civils et de créer un nouveau droit mondial. Ils marquent la fin de l'irresponsabilité pénale des chefs d'État, comme celle des subordonnés

ayant obéi aux ordres. Il s'agit d'entrer dans la paix. La dénazification de l'Allemagne se met en place et la reconstruction commence.

C Les accords de Bretton Woods

Les accords de Bretton Woods prévoient la création de nouvelles institutions internationales dans le domaine monétaire et financier et ouvrent l'ère de la « mondialisation ».

La conférence de Bretton Woods, organisée aux États-Unis dès 1944, prévoit :

- un retour aux parités fixes entre les monnaies ;
- la création du Fonds monétaire international (FMI);
- la création de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).
 Ces accords sont ratifiés par 44 pays. Ils instaurent un nouveau système monétaire international qui stabilise l'économie mondiale. Le système repose sur le Gold Exchange Standard, le système de l'étalon-or: le dollar est convertible en or à taux fixe et devient le pivot du système. La création de la BIRD et du FMI est directement liée aux accords de Bretton Woods.



Les États-Unis possèdent le plus important stock d'or au monde et dominent ainsi les finances mondiales.



Les nouvelles tensions mondiales

De nouvelles tensions apparaissent très rapidement après la Seconde Guerre mondiale. La guerre froide s'installe entre les États-Unis et l'URSS tandis que des tensions se multiplient dans les anciennes colonies et au Proche-Orient.

A Le début de la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS

Les États-Unis sont les grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Le pays n'a pas été détruit et il s'est même enrichi. L'URSS de Staline est gagnante sur le plan territorial, elle a de nouveaux territoires, mais elle est très fragilisée matériellement et économiquement. Les idéologies des deux pays sont opposées : le capitalisme libéral d'un côté, le communisme de l'autre. L'Europe, ruinée, se divise entre les deux camps, séparés par un « rideau de fer », selon l'expression employée par Churchill en 1946.

En juillet-août 1945, la conférence de Potsdam permet à Truman (président des États-Unis), Attlee (Premier ministre du Royaume-Uni) et Staline (président de l'URSS) de définir les nouvelles frontières de l'Europe. L'Allemagne et la Corée sont divisées.

Des tensions naissent autour des pays de l'Est de l'Europe : Staline estime qu'ils appartiennent à l'URSS car ils ont été libérés par l'Armée rouge. Les Britanniques et les Américains veulent l'application des accords de Yalta, à savoir l'organisation d'élections libres partout en Europe. L'URSS entend transformer ces États en régimes communistes. La méfiance grandit entre les États-Unis et l'URSS.

Les États-Unis profitent des besoins de reconstruction en Europe pour accorder des prêts : en échange, ces pays doivent importer des produits « made in America » et s'engager du côté des démocraties occidentales. C'est le plan Marshall, qui est signé par 16 pays, le 20 septembre 1947.

Dans les pays libérés par l'Armée rouge, les Soviétiques s'installent. C'est le cas de la Pologne, de la Roumanie ou encore de la Tchécoslovaquie. Les communistes occupent des postes-clés dans les

gouvernements. Ils éliminent ensuite petit à petit leurs opposants. Entre 1945 et 1948, les pays de l'Est de l'Europe deviennent des « démocraties populaires ».

On appelle cette opposition entre les deux puissances mondiales la guerre froide. Les tensions s'accélèrent lorsque le communiste Klement Gottwald, devenu président du Conseil de Tchécoslovaquie, rejette le plan Marshall et exécute un coup d'État, le « coup de Prague ». Cet événement favorise l'adhésion des États non communistes d'Europe de l'Ouest à l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord, alliance militaire créée par les États-Unis) et au plan Marshall.

(B) Les tensions dans les anciennes colonies et au Proche-Orient

La situation internationale se complique avec la multiplication des tensions. Les colonies des pays occidentaux réclament l'indépendance. Au Proche-Orient, la création de l'État d'Israël provoque des conflits.

En 1941, la Charte de l'Atlantique affirme le droit à l'autodétermination des peuples. Les nationalismes se réveillent :

- En France, de Gaulle multiplie les annonces et les promesses donnant l'espoir aux peuples colonisés de voir une certaine autonomie accordée aux colonies françaises. Ainsi, en 1945, la Syrie et le Liban sont évacués.
- En Chine, les Occidentaux renoncent à leurs anciens privilèges. Soekarno proclame l'indépendance de l'Indonésie en août 1945, Hô Chi Minh, celle de la République démocratique du Vietnam.

En novembre 1947, l'ONU vote la création de deux États en Palestine, une région du Moyen-Orient sous mandat britannique : un État juif et un État arabe. Le projet de créer un État juif en Palestine est renforcé par le traumatisme du génocide juif européen. La Ligue arabe oppose un refus : la Palestine compte alors 1 200 000 Arabes et 560 000 Juifs. Le 14 mai 1948, David Ben Gourion, chef provisoire de l'État juif, proclame la naissance de l'État d'Israël. Les pays arabes prennent rapidement les armes. Les actes de violence se multiplient au début de l'année 1948. Le conflit se poursuit malgré les tentatives de négociations jusqu'au début de l'année 1949. La situation demeure compliquée, une nouvelle guerre a lieu en 1956. Le conflit perdure encore aujourd'hui.